



22 JANVIER 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **TAÏWAN, NORTHVOLT ET SUITES BREXIT**

Bonne lecture!  
Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,  
Iris HERBELOT,  
Tom LANDFRIED.

Avec la précieuse assistance de Carla BOYER et Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI.

---



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## ÉLECTIONS, TAÏWAN, CHINE, SCRUTÉS

Taiwan est loin. Habituellement, les élections législatives et présidentielles dans cette île de la Mer de Chine n'entrent pas dans nos préoccupations immédiates. Cependant, le statut international particulier du 4e des "dragons asiatiques" fait de cette démocratie à la souveraineté contestée un des points de tension majeurs du monde contemporain. Si la République populaire de Chine dite "continentale", qui considère l'île comme une de ses provinces, décidait de forcer l'application de sa souveraineté sur Taiwan, les conséquences géopolitiques dépasseraient très largement le seul cadre régional. Après l'Ukraine et le Proche Orient, il y a là le potentiel pour un troisième front dans la grande confrontation que mènent les puissances révisionnistes de l'ordre international contre les puissances bénéficiaires et garantes de cet ordre (cf. EIH 23/10/23).

- Taiwan est de facto autonome et indépendante depuis des décennies, et bénéficie de la garantie politique et militaire américaine.
  - Il y a pour Washington un enjeu de sécurité nationale et globale majeur, puisque la mainmise de Pékin sur l'île offrirait enfin un accès au grand large de l'océan Pacifique pour ses sous-marins.
  - Pour l'Union européenne, Taiwan est un partenaire stratégique tout particulièrement pour la place qu'il occupe dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs, composants essentiels des technologies vertes et de l'industrie du numérique.
  - Écartelée entre son autonomie stratégique, ses enjeux industriels et ses liens transatlantiques, l'UE a déjà profondément révisé sa politique vis à vis de la Chine, en particulier ses liens commerciaux (cf. EIH 18/6/23).
    - Bruxelles a renforcé ses liens diplomatiques et commerciaux avec Taiwan, déjà partenaire commercial majeur de l'UE depuis 2020.
- Les enjeux électoraux taiwanais se sont focalisés sur l'attitude vis à vis de la Chine continentale (indépendance ou statu quo) dont les ramifications sont profondes.
  - Malgré l'augmentation constante des budgets à la Défense et la multiplication des contacts entre Taipei et Washington, l'armée taiwanaise ne peut pas rivaliser avec son puissant voisin.
    - Celui-ci accroît ses effectifs et sa flotte depuis plusieurs années, multiplie ses exercices militaires à proximité du détroit de Taiwan.
    - Malgré un terrain peu favorable à une invasion au sol, il l'emporterait dans une confrontation face à Taiwan sans l'intervention des États-Unis.
  - La pression est aussi économique.
    - Taiwan est une économie florissante et le leader mondial des semi-conducteurs, mais la majorité de ses usines sont sur le continent chinois, qui représente 40% des exportations de l'île.
    - La saisine des usines taiwanaises par Pékin et un blocus du détroit par lequel transitent 40% du commerce entre la Chine et l'Europe plongerait immédiatement l'île dans une crise politique et économique sans issue immédiate.
- Focalisée sur le rapport à la Chine, l'élection du 13 janvier 2024 a opposé deux principales forces, d'un côté le Kuomintang (KMT), héritier direct du parti nationaliste de Tchong Kai-chek, et favorable à un rapprochement avec Pékin, et de l'autre le Parti démocrate progressiste (DPP), indépendantiste, arrivé au pouvoir pour la première fois en 2001.
  - Tentant de troubler le jeu, le candidat du Taiwan People's Party (TPP), Ko Wen-je l'ancien maire de Taipei, pour qui la clé est "une relation solide avec les États-Unis", voulait séduire les jeunes électeurs avec un autre message.
    - Sa campagne s'est concentrée sur le coût de la vie et les salaires, et une approche prudente quant aux relations avec la Chine.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## ÉLECTIONS, TAIWAN, CHINE, CHINOIS OU CHEZ TOI

Les deux partis traditionnels taiwanais sont à nouveau en tête des législatives : le KMT, traditionnellement pro-Chine, s'est incliné dans l'élection présidentielle (33.4% des votes) face au candidat du parti de la présidente sortante du DPP (40%), mais avec les 49+3 sièges remportés dans l'assemblée (le Yuan législatif) sur les 113 sièges promet une opposition sérieuse pour le DPP. Quant au TPP, qui espérait s'imposer comme un choix non-traditionnel pour les électeurs déçus des deux grands partis, il remporte 26.4% des votes à l'élection présidentielle et 8 sièges au parlement. Il devient une force non négligeable pour les années à venir.

- Le DPP, qui sort vainqueur de ces élections, mais avec le même nombre de sièges que le KMT (49 + 2 avec l'attribution proportionnelle aux votes recueillis par le parti), devra chercher à s'allier avec le TPP puisqu'il n'a pas obtenu les 57 sièges nécessaires à la majorité.
  - La conséquence devrait consister en une forme de modération du DPP dans sa politique antagoniste envers la Chine, malgré l'élection de Lai Ching-te que Pékin critique fortement.
  - Dans son discours de nouvelle année, le président chinois Xi Jinping a réitéré la volonté du parti communiste chinois (PCC) de faire revenir Taïwan dans le giron du pays.
    - Alors que l'économie chinoise est aux prises avec sa sortie du Covid, l'impatience du PCC et les résultats électoraux de Taïwan pourraient renforcer les tensions.
- Les signaux venant de Taïwan sont à l'apaisement : le nouveau président Lai a immédiatement annoncé vouloir maintenir la stabilité dont profite jusqu'ici la région, envoyant un signal à Beijing qu'il ne proclamera pas l'indépendance de l'île.
  - Cette temporisation est aussi liée aux initiatives de détente lancées par Washington lors d'un sommet en novembre dernier.
  - Cela pourrait ne pas suffire : la rupture générationnelle entre les jeunes Taïwanais, pro-DPP et indépendance, et la génération de leurs aînés plus favorables à une relation paisible et subordonnée à Pékin, se fait un peu plus sentir à chaque élection.
    - Les ambitions chinoises d'être, en 2049, la première puissance mondiale passent nécessairement par le bouleversement stratégique que permettrait l'accès au Pacifique.
    - Le statu quo est loin d'être garanti.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## UKRAINE, SANCTIONS, GUERRE, SAISI À POINT

A l'heure du deuxième anniversaire de l'invasion russe en Ukraine, l'issue de la guerre paraît plus incertaine que jamais. Néanmoins, la question de la reconstruction de l'Ukraine se pose déjà. Bien que l'UE sanctionne régulièrement la Russie, (cf. EIH 9/7/23) cette dernière ne semble pas affectée par ces sanctions, ce qui suscite régulièrement des questions sur leur efficacité. Tout au plus permettent-elles de ralentir le développement de nouvelles infrastructures minières russes, comme l'analysaient l'été dernier les chercheurs Hervé Baudu et Frédéric Lasserre (cf. aussi EIH 9/9/22).

- Le problème immédiat pour Kiev, souligné par de nombreux analystes, c'est que l'Ukraine ne peut espérer gagner cette guerre sans le soutien financier de ses alliés occidentaux.
  - Ce soutien financier est de plus en plus difficile à obtenir.
    - Le Congrès américain avait voté contre cette aide.
    - En décembre 2023, le hongrois V. Orban avait utilisé son veto lors du Conseil européen de fin d'année.
  - Un nouveau vote en faveur de l'octroi d'une aide commune européenne à l'Ukraine devrait être soumise au vote du Conseil prochainement.
    - Malheureusement, l'optimisme des 27 pourrait se heurter à la fermeté du Premier ministre hongrois.
    - Entre ses mains, il dispose d'un levier de chantage très efficace pour obtenir les fonds européens bloqués par ses partenaires pour non-respect de l'État de droit (cf. EIH 17/2/22).
- L'Ukraine peut toutefois toujours compter sur la tentative de l'Union d'affaiblir son assaillant.
  - A pu être voté un nouveau lot de sanctions, interdisant cette fois l'importation de diamants russes.
  - V. Poutine a répondu que la Russie contournerait cette interdiction - comme les autres, en quelque sorte.
    - Les effets ne pourront, de toute façon, être estimés qu'à la fin du conflit de haute intensité, au moment d'envisager les réparations de guerre.
- Pour une UE à nouveau engagée dans les politiques d'austérité, et des Etats-Unis bloqués par la campagne présidentielle et le spectre d'une victoire de D. Trump, l'argent de la reconstruction pourrait venir des avoirs russes, gelés dans les banques européennes et américaines depuis le début de la guerre.
  - L'Allemagne envisage de saisir plus de 720 millions d'euros gelés.
    - Cet argent appartient autant aux banques russes qu'aux individus et entités sanctionnés depuis le début de l'invasion russe.
    - Face à cela, la Banque de Moscou a tenté de récupérer ces fonds, en vain.
  - Les États-Unis pensent également à confisquer environ 300 milliards de dollars gelés.
- La question de la légalité de ces saisies se pose.
  - Dans cette analyse, le think tank Bruegel recommande à l'UE d'utiliser plutôt les intérêts générés par ces actifs gelés, et précise que leur saisie serait une erreur.
    - En effet, même légalisée, cette saisie mettrait directement en péril la stabilité du système financier international dont la confiance serait sérieusement entamée.
  - Un point que contestent le prix Nobel J. Stiglitz et l'économiste A. Kosenko dans une tribune pour Project syndicate, défendant cette saisie.



## GREEN DEAL

### CONCURRENCE, AIDE D'ÉTAT, INDUSTRIE, AIDÉ D'ÉTAT

Avec le vote de leur Inflation reduction act (cf. [EIH 13/3/23](#)), les États-Unis ont, en quelque sorte, tiré les premiers dans la grande bataille pour le leadership global sur les technologies et l'industrie verte. Après un moment de panique et une législation ad hoc (le Net Zero Industry Act, cf. [EIH 3/4/23](#)), la course aux subventions est lancée - et la première victime collatérale de cette nouvelle donne est le droit européen de la concurrence.

- Le 8 janvier 2024, la Commission européenne annonce son approbation, pour la première fois, d'une aide allemande de 902 millions d'euros soutenant Northvolt, compagnie suédoise, pour la construction d'une usine de production de batteries pour véhicules électriques.
  - Ce feu vert est donné dans le contexte du Cadre temporaire de crise et de transition en matière d'aide d'État, mais la « souplesse nouvelle » de Bruxelles surprend.
  - La question de savoir pourquoi une entreprise suédoise a été choisie pour recevoir une aide allemande pourrait être examinée.
    - En particulier, sur l'existence d'objectifs sous-jacents de la politique industrielle allemande.
    - D'autant plus que c'est l'Allemagne, une des économies les plus puissantes de l'Union qui bénéficie de la première approbation d'une subvention de cette envergure.
  - Si l'on en croit Robert Habeck, vice-Chancelier d'Allemagne, cela n'a aucune répercussion sur les inégalités économiques entre les différents États membres.
- La Commission souhaite ainsi confirmer l'engagement de l'Union européenne dans une transition écologique alimentée par une économie neutre en carbone, s'inscrivant dans le Plan industriel du Green Deal.
  - Notons que le plan « Fit for 55 » a abouti aussi à une interdiction de vente des véhicules à moteur thermique à partir de 2035 dans l'Union.



## GREEN DEAL

### CONCURRENCE, AIDE D'ÉTAT, INDUSTRIE, TROUBLES

En rupture avec l'esprit du régime des aides d'État et du droit de la concurrence européenne, l'Allemagne défend une mesure de subvention industrielle auprès de la Commission en insistant sur son caractère "vert".

- Northvolt, subventionnée par l'Allemagne, devrait produire entre 800.000 et 1 million de véhicules électriques par an (variant selon la taille des batteries).
  - L'usine s'est engagée à construire la « batterie la plus respectueuse de l'environnement au monde ».
    - Elle réduirait « significativement » les émissions de CO2 tout au long du cycle de vie et ce, y compris le recyclage en fin de vie.
  - Berlin lui accorde alors une subvention directe de 700 millions d'euros ainsi qu'une garantie de 202 millions d'euros.
    - Sans cette aide, Northvolt aurait établi l'usine aux États-Unis, où un soutien particulier avait été offert en vertu de l'Inflation Reduction Act.
- Le secteur des batteries est une industrie se développant de manière accrue et qui est largement dominée par les constructeurs asiatiques.
  - Les chiffres sont accablants : les Chinois (CATL) réalisent 2/3 de la production mondiale des batteries pour véhicules électriques, les Coréens (LG, SK et Samsung) 25% et les Japonais (Panasonic) 10 %.
    - En 2022, les ventes annuelles de batteries s'élevaient à 116 milliards de dollars.
  - Grâce à l'IRA, les États-Unis tendent à récupérer le marché en attirant des investissements.
    - Claude Laperiere, président de l'UPCELL, explique que « Une grande majorité des fabricants européens de batteries disent qu'ils ont envie de se développer en Europe, mais que l'accompagnement proposé aux États-Unis est si intéressant qu'ils ne peuvent pas le négliger ».
  - Le Vieux continent ne représenterait que moins de 3 % de la production mondiale mais souhaiterait atteindre les 25 % du marché à la fin de la décennie.
- La Commission européenne estime que l'aide allemande était conforme au droit européen de la concurrence (et précisément à l'article 107(3)(c) du TFUE et aux conditions du Cadre temporaire de crise et de transition).
  - Ceci d'autant plus que la production de batteries est considérée comme un projet important d'investissement stratégique pour la transition vers une économie neutre en carbone.
    - Robert Habeck, ministre allemand de l'économie, y voit le fait que « l'action pour le climat se marie très bien avec celle en faveur de la production industrielle ».
  - De plus, le projet est implanté à Heide, une ville au Nord de l'Allemagne, qui serait défavorisée selon la carte d'aides régionales allemande.
    - La mesure aurait un effet incitatif en ce que, sans elle, l'usine aurait été établie en dehors de l'EEE.
    - Aussi, la mesure aurait un « impact limité » sur la concurrence ainsi que le commerce au sein de l'UE, n'entraînera pas de « surcapacité » du marché et serait proportionnée.



## GREEN DEAL

### CONCURRENCE, AIDE D'ÉTAT, INDUSTRIE, MAISON BRULE

Sous la pression de la transition verte, l'Europe serait-elle en train de changer de paradigme de la concurrence ? Selon M. Vestager commissaire européenne à la Concurrence, « le manque total d'investissements dans les batteries en Europe constitue un échec du marché ». Pour Robert Habeck, « la véritable concurrence à laquelle nous sommes confrontés n'est pas entre l'Allemagne et l'Italie, ni le Danemark, (..) mais entre l'Europe, la Chine et les États-Unis ».

- L'aide d'État allemande à Northvolt soulève cependant certains questionnements.
  - Il s'agit bien d'une aide publique caractérisée (art. 107 TFUE), procurant de fait un avantage sélectif, constituant une barrière à l'entrée et à l'expansion.
    - Elle affecte sensiblement le libre jeu de la concurrence, dotant possiblement l'usine d'une position dominante sur le marché des batteries - du moins allemand.
  - Eu égard à la compétition entre les différents États membres afin d'attirer des investissements dans des secteurs stratégiques, une telle subvention créera des disparités régionales, questionnant l'équité de traitement.
  - Les subventions ne sauraient constituer des solutions à long terme : elles ne sont censées être que des catalyseurs encourageant l'innovation - mais ne créant pas de dépendance artificielle.
    - Aussi, qui se chargera de surveiller qu'il s'agira effectivement de la « batterie la plus respectueuse de l'environnement au monde » ?
    - Quel est l'impact environnemental réel ?
    - Qui s'assurera que les avantages environnementaux se matérialisent ?
- Les comportements vertueux de Northvolt dans ses engagements environnementaux sont sujets à caution.
  - Au Canada, le Centre québécois du droit de l'environnement a déposé une demande d'injonction pour demander la suspension de travaux du projet Northvolt qui avaient conduit à un abattage d'arbres ainsi qu'à la destruction de milieux abritant des habitats d'espèces en situation précaire est imminente.
  - Au Québec, Northvolt est bénéficiaire du plus gros chèque d'aide sociale jamais émis de la province.



# GREEN DEAL

## AGRICULTURE, RÉGLEMENTATION, MAISON BRULE

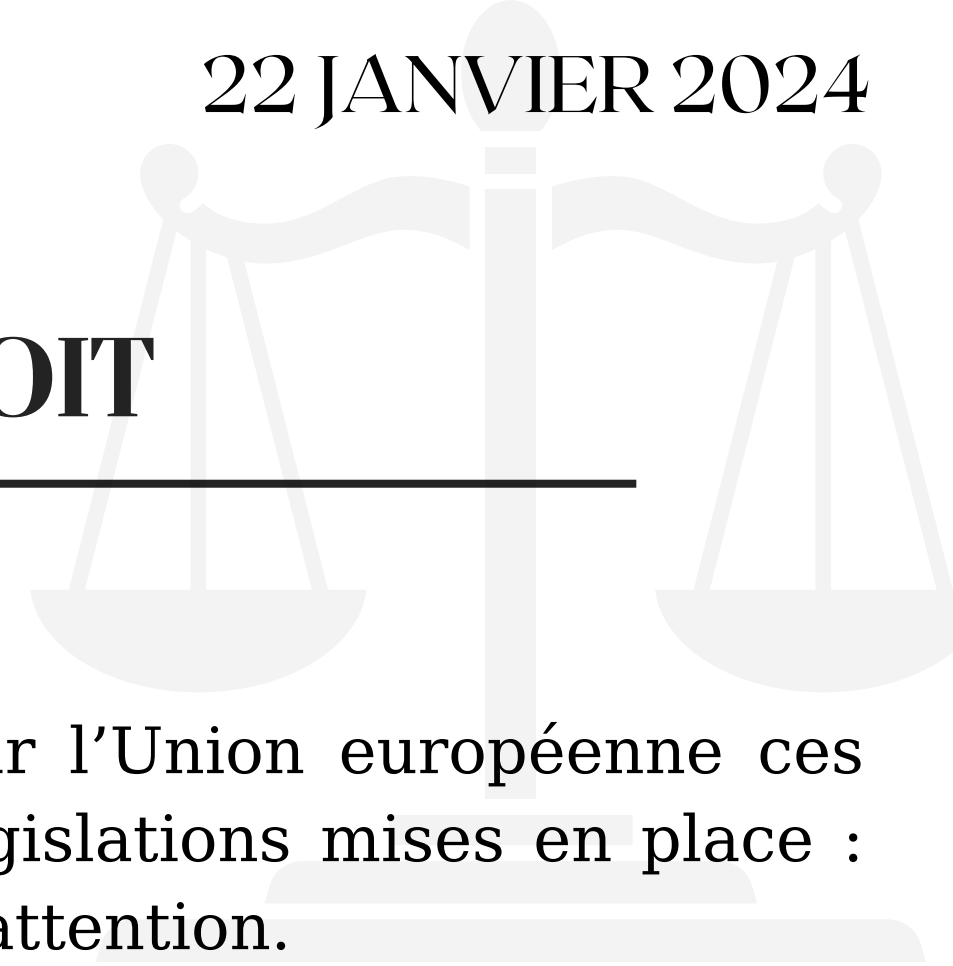
Quel sera le coût social des politiques de transformation écologique ? C'est la grande question qui devrait être au cœur des enjeux des prochaines élections européennes - comme elle l'est des scrutins nationaux. La droite européenne et les extrêmes droites nationales s'en sont emparé et comptent faire du mécontentement de certaines catégories sociales et professionnelles leur cheval de bataille électorale.

- Les agriculteurs européens sont confrontés à une série de défis, notamment l'augmentation des coûts de production, la baisse des prix des produits agricoles et la concurrence des importations étrangères.
  - Ils craignent que les mesures du Green Deal, telles que la réduction des engrais et des pesticides, n'aggravent encore ces problèmes.
  - En Pologne, en Allemagne ou encore en France, de nombreuses manifestations d'agriculteurs secouent les équilibres politiques.
    - Les manifestants estiment que les mesures environnementales mises en place sont trop sévères et mettent en danger leur activité - voire leur style de vie, comme le clamaient les agriculteurs néerlandais dans leur révolte.
    - Certaines manifestations ont dégénéré en violence, avec des agriculteurs bloquant les autoroutes, incendiant des bâtiments ou attaquant des policiers
- Les révoltes des fermiers en Europe sont un rappel que le Green Deal a un impact profond sur l'agriculture et la société européenne.
  - Les gouvernements européens devront trouver un moyen de concilier les objectifs environnementaux avec les préoccupations des agriculteurs.
  - Les agriculteurs qui protestent contre le plan ne sont pas tous opposés aux objectifs environnementaux du Green Deal.
    - Mais, ils estiment que les mesures proposées sont trop sévères et qu'elles ne tiennent pas compte de leurs préoccupations économiques.





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



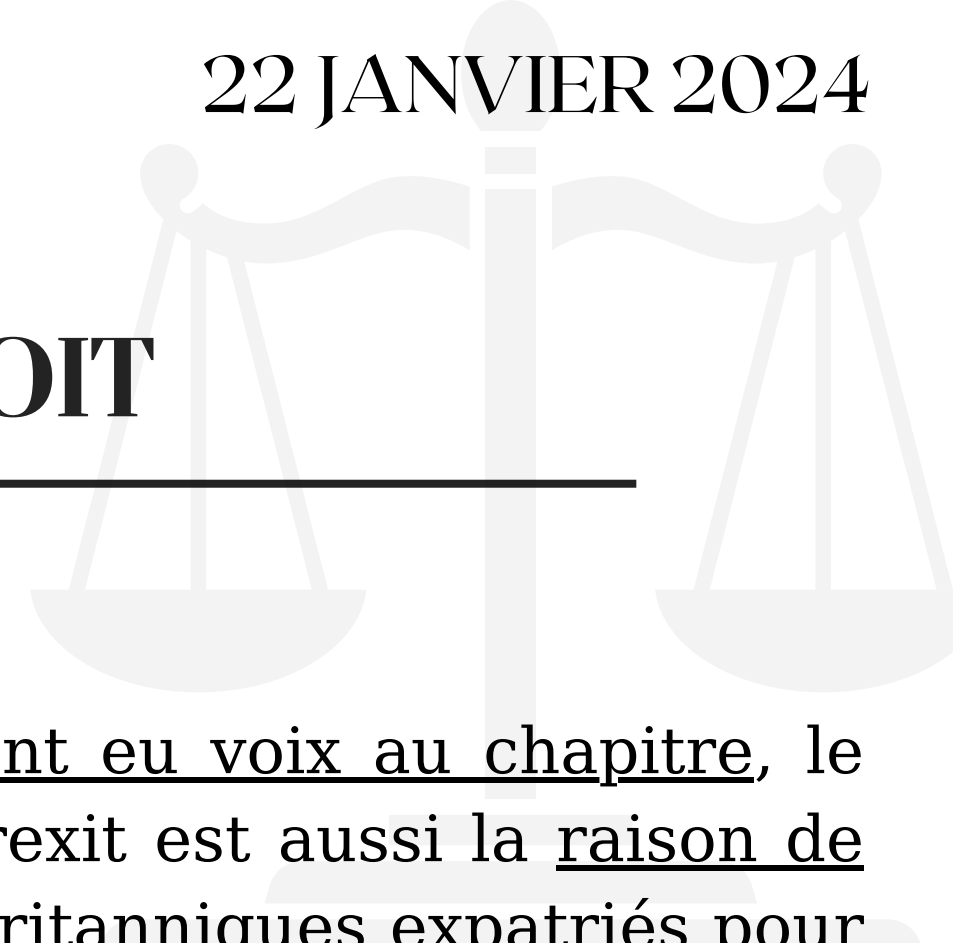
## RÉGLEMENTATION, IA GÉNÉRATIVE, IATUS

La réglementation du numérique a été un sujet important pour l'Union européenne ces derniers mois. Nous avons suivi et commenté les différentes législations mises en place : DSA, DMA, EMFA... Leur cheminement n'en mérite pas moins d'attention.

- Le DMA, qui a pour objectif d'agir avant qu'un monopole ne se mette en place, s'appliquera également aux géants américains de la tech annonce la commissaire de l'Union européenne à la concurrence, M. Vestager.
  - Son efficacité est telle qu'il inspire au-delà du continent :
    - la Corée du Sud voudrait proposer un règlement similaire,
    - le Japon souhaite également agir contre le monopole des géants du numérique.
- L'IA générative est une innovation qui présente un paradoxe, comme l'explique cet article du Monde.
  - Au lieu de permettre à un nouveau secteur et à de nouveaux acteurs d'émerger et de se développer, ce sont déjà ceux qui sont les plus puissants qui ont la capacité de développer une nouvelle technologie.
  - Le monopole et les écarts s'agrandissent tandis que la concurrence diminue.
- L'ONU a rendu un rapport, proposant de renforcer la gouvernance internationale de l'IA.
  - On relève par ailleurs l'importance donnée à l'éthique du côté de l'UNESCO.
  - Prochainement un vote aura lieu au Parlement européen, sur le droit de la propriété intellectuelle.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ROYAUME-UNI, BREXIT, DROITS FONDAMENTAUX,  
**GREAT AGAIN**

Il a souvent été affirmé que si les expatriés britanniques avaient eu voix au chapitre, le Brexit n'aurait pas eu lieu. D'aucuns expliquent aussi que ce Brexit est aussi la raison de l'aboutissement d'une action en justice, de près de 20 ans, des Britanniques expatriés pour rétablir leurs droits civiques.

- Ce jeudi 4 janvier 2024, le Premier ministre britannique Rishi Sunak a annoncé qu'il prévoyait de convoquer au second semestre de cette année les prochaines élections législatives. Ce qui suscite beaucoup de réactions.
  - Le calendrier électoral prévoit le prochain scrutin pour janvier 2025 mais rien n'empêche le chef du gouvernement britannique de les avancer.
    - Selon de nombreux commentateurs, les élections pourraient avoir lieu en mai 2024 afin d'éviter qu'elles n'aient lieu à une date trop proche de la présidentielle américaine.
  - Les Tories, marqué par les scandales de l'ère Boris Johnson, accusent un retard de 18 points dans les sondages sur le Labour, la situation est donc critique pour le pouvoir en place qui doit retrouver une crédibilité et trouver des solutions face à la crise du pouvoir d'achat face à l'inflation.
    - Ceci alors que les ratés du Brexit font surface, en ce qui concerne les avancées environnementales.
    - Et surtout, une formulation devenue familière, le Brexit est couteux pour le Royaume-Uni, clame Sadiq Kahn, le Maire de Londres.
- Le vent tourne outre-Manche, d'autant plus que, pour ces prochaines élections législatives, tous ces ressortissants expatriés seront invités à voter
  - La législation, jusqu'alors en vigueur, privait plus de trois millions d'entre eux de leur droit de vote.
    - Les Britanniques ne pouvaient plus voter à partir de quinze années passées à l'étranger.
    - L'argument consistait en le fait que les Britanniques qui n'ont pas vécu dans le pays pendant de nombreuses années ne devraient pas avoir le droit d'influer sur des politiques qui ne les concernent pas directement.
  - Cette limite, très critiquée au moment du Brexit, est donc maintenant supprimée.

Au prochain référendum relatif à l'Europe, il faudra compter avec eux.